

L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE 2024

RESUMÉ ANALYTIQUE



Global Coalition to Protect Education from Attack



Ce rapport est publié par la Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA), en français Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, créée en 2010 par des organisations appartenant aux domaines de l'éducation dans les situations d'urgence et dans les contextes affectés par des conflits, l'enseignement supérieur, la protection, les droits humains internationaux et le droit humanitaire international, qui étaient préoccupées par les attaques persistantes contre les établissements d'enseignement, leurs élèves et leur personnel dans les pays affectés par les conflits et l'insécurité. La GCPEA est un projet du Centre Tides, une organisation à but non lucratif 501(c)(3).

Le rapport *L'Éducation prise pour cible 2024* est le résultat d'une étude indépendante menée par la GCPEA. Il est indépendant des organisations individuelles membres du Comité directeur de la GCPEA et ne reflète pas nécessairement les opinions des organisations composant le Comité directeur.

eua2024.protectingeducation.org

COLLABORATEURS

Ce rapport a été rédigé par Jérôme Marston et Felicity Pearce, chercheur principal et consultante en recherche au sein de la GCPEA. Marika Tsolakis, Jacob Alabab-Moser, Renna Bazlen et Alisen Stasiowski ont contribué aux recherches et à la rédaction du rapport. Alexander Kochenburger, Lilian Cervantes Pacheco, Fatimah Jalilah Abdullahi, Manali Joshi, Roza Kavak et Ulysses Tully Carr ont également aidé aux recherches.

REMERCIEMENTS

Un généreux soutien au rapport *L'Éducation prise pour cible 2024* a été apporté par la fondation Education Above All, Education Cannot Wait et le ministère norvégien des Affaires étrangères.



Un enfant de 8 ans originaire du Burkina Faso a reçu une balle dans le bras lors d'une attaque contre son village. Son bras a finalement dû être amputé. Désormais déplacé, le garçon est scolarisé dans la région du centre-nord du Burkina Faso.

© UNICEF/UN0640721/Dejongh



Attaques contre l'éducation et utilisation militaire des écoles et des universités dans les pays étudiés, 2022-2023

● **Affectés**

Les rapports ont documenté 10 à 199 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement, ou bien 10 à 199 élèves et membres du personnel de l'éducation blessés par des attaques contre l'éducation

● **Lourdement affectés**

Les rapports ont documenté 200 à 399 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement, ou bien 200 à 399 élèves et membres du personnel de l'éducation blessés par des attaques contre l'éducation

● **Très lourdement affectés**

Les rapports ont documenté au moins 400 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement, ou bien au moins 400 élèves et membres du personnel de l'éducation blessés par des attaques contre l'éducation





RESUMÉ ANALYTIQUE

Une fillette de 12 ans, accompagnée d'autres personnes, se rend à l'école dans le nord-est de la Syrie, en avril 2022.

© UNICEF/UN0642612/Al-Kheder

PRINCIPALES CONSTATATIONS

1. Les attaques contre l'éducation ont été fréquentes et généralisées en 2022 et 2023. La Coalition mondiale pour protéger l'éducation contre les attaques (Global Coalition to Protect Education from Attack, GCPEA) a identifié **environ 6 000** attaques signalées contre des élèves, des éducateurs, des écoles et des universités, ainsi que des cas de parties à un conflit utilisant des établissements éducatifs à des fins militaires. Les attaques contre l'éducation et l'utilisation à des fins militaires ont augmenté de près de 20 % en 2022 et 2023, par rapport aux deux années précédentes.

Plus de **10 000** élèves et éducateurs auraient été tués, blessés, enlevés, arrêtés ou autrement affectés par des attaques contre l'éducation en 2022 et 2023. Le nombre d'élèves, d'enseignants, de professeurs et de membres du personnel éducatif tués ou blessés a augmenté de plus de 10 % par rapport à 2020 et 2021, période couverte par le dernier rapport *l'Éducation prise pour cible*.

Les attaques ont également endommagé ou détruit des centaines d'établissements d'enseignement, entraînant des fermetures temporaires ou permanentes, et des semaines ou des mois de perte d'apprentissage. Certains élèves ont également eu besoin d'un soutien psychosocial après des attaques contre leur école ou leur université, ou ont craint de retourner à l'école après des attaques.

2. En 2022 et 2023, le plus grand nombre d'attaques contre l'éducation a été enregistré en Palestine, en Ukraine, en République démocratique du Congo (RDC) et au Myanmar. Dans chacun de ces pays, des centaines d'écoles ont été menacées, pillées, incendiées, ciblées par des engins explosifs improvisés (EEI), ou touchées par des bombardements ou des frappes aériennes.

Au cours de ces mêmes années, l'**Inde**, le **Pakistan**, la **Palestine** et l'**Afghanistan** ont fait état d'un nombre élevé de personnes blessées ou tuées lors d'attaques contre l'éducation. Dans certains cas, des élèves ou des enseignants ont été blessés ou tués lors d'attaques contre des écoles et des universités, tandis que dans d'autres, ils ont été la cible d'enlèvements ou d'arrestations, ou ont été blessés alors qu'ils se rendaient à l'école ou à l'université ou en revenaient.

3. Deux pays non inclus dans le rapport précédent sont présentés dans celui-ci, l'Égypte et le Kirghizistan. L'Égypte a été impliquée dans un conflit avec un groupe armé affilié à l'État islamique dans la péninsule du Sinaï, où plus de dix cas d'utilisation militaire d'écoles ou d'universités ont été identifiés. Pendant ce temps, le Kirghizistan était engagé dans un conflit armé international le long de sa frontière avec le Tadjikistan, au cours duquel plus de 20 écoles ont été endommagées ou détruites lors d'une brève escalade des hostilités en septembre 2022.

4. Les attaques contre l'éducation ont augmenté en Ukraine, au Soudan, en Palestine, en Syrie et au Nigéria en 2022 et 2023, par rapport aux deux années précédentes. L'escalade de la guerre en **Ukraine** s'est traduite par une augmentation significative des attaques contre les écoles et les universités après février 2022, dont bon nombre impliquent des bombardements d'artillerie, des roquettes et des frappes aériennes. Après l'éclatement du conflit au **Soudan** en avril 2023, les attaques contre les

établissements d'enseignement et leur utilisation à des fins militaires se sont multipliées. En **Palestine**, les attaques contre l'éducation ont culminé en octobre 2023, à la suite de l'escalade des hostilités. En **Syrie**, des enfants ont été recrutés sur le trajet de l'école, et les écoles ont été de plus en plus attaquées en 2023 et, au **Nigéria**, l'utilisation militaire des écoles a augmenté la même année.

5. En **République centrafricaine (RCA)**, en **Libye**, au **Mali** et au **Mozambique**, entre autres pays, les attaques contre l'éducation ont diminué au cours de la période considérée, par rapport à 2020 et 2021. Ces pays ont connu des changements dans la dynamique du conflit, notamment une désescalade du conflit.

6. **À l'échelle mondiale, les incidents d'utilisation militaire d'écoles et d'universités ont augmenté en 2022 et 2023** par rapport à 2020 et 2021, pour atteindre plus de 1 000 incidents. Les rapports ont été plus fréquents en **Afghanistan**, au **Myanmar** et au **Nigéria**, où les forces armées ou des groupes armés non étatiques ont occupé des écoles et des universités pour les utiliser comme bases, casernes et dépôts d'armes, entre autres fins non éducatives.

7. **Des filles et des femmes auraient été prises pour cibles en raison de leur genre lors d'attaques contre l'éducation dans au moins dix pays.** Dans certains contextes, comme en **Afghanistan** et au **Pakistan**, les élèves filles et les enseignantes ou leurs établissements d'enseignement ont été pris pour cible dans le but de les empêcher de recevoir une éducation. En outre, les parties au conflit ont perpétré des violences sexuelles contre des femmes et des filles dans les écoles ou les universités, ou sur le chemin de celles-ci. **Les élèves handicapés, les élèves lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) ainsi que les élèves issus de communautés autochtones et de minorités ethniques ont été confrontés à une plus grande vulnérabilité et ont été particulièrement touchés par les attaques contre l'éducation.**

8. **Des armes explosives ont été utilisées dans environ un tiers de toutes les attaques signalées contre l'éducation en 2022 et 2023.** Ces attaques comprenaient des frappes aériennes, des roquettes et des bombardements d'artillerie, ainsi que l'utilisation d'engins explosifs improvisés et de mines anti-personnel. Au cours de la période considérée, la GCPEA a identifié l'utilisation d'armes explosives dans un nombre important d'attaques contre l'éducation en **Colombie**, au **Myanmar**, en **Palestine**, au **Soudan**, en **Syrie**, en **Ukraine** et au **Yémen**.

9. Entre la publication de *l'Éducation prise pour cible 2022* et février 2024, six nouveaux pays ont approuvé la **Déclaration sur la sécurité dans les écoles**, avec un total de 119 pays s'engageant désormais à protéger l'éducation dans les situations de conflit armé. Le Secrétaire général des Nations Unies (ONU), le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, ainsi que d'autres dirigeants mondiaux ont souligné l'importance de la Déclaration. Les 9 septembre 2022 et 2023, l'ONU a célébré la troisième et la quatrième Journée internationale pour protéger l'éducation contre les attaques. Les gouvernements et les agences de l'ONU ont également progressé dans la mise en œuvre de la résolution 2601 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la protection des écoles dans les conflits armés.

L'aire de jeux endommagée de l'école maternelle de Bohdanivka, en Ukraine le 25 juin 2022. En mars 2022, les forces russes ont stocké des munitions et garé des véhicules militaires dans l'école maternelle, qui a ensuite été détruite dans des circonstances non élucidées.

© 2022 Human Rights Watch



L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE

Les attaques contre l'éducation ont été fréquentes et généralisées en 2022 et 2023. La GCPEA a identifié environ 6 000 attaques signalées contre des écoles et des universités, des élèves et des éducateurs, ainsi que des cas d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement au cours de la période considérée. Au moins 10 000 élèves, enseignants, professeurs et membres du personnel éducatif ont été tués, blessés, enlevés, arrêtés ou autrement affectés lors de ces attaques.

En comparaison, en 2020 et 2021, la GCPEA a collecté plus de 5 000 incidents signalés d'attaques contre l'éducation et d'utilisation militaire qui ont touché plus de 9 000 élèves, éducateurs et membres du personnel.¹

Par exemple, au **Soudan**, plusieurs obus ont frappé le dortoir pour femmes de l'université d'El Geneina et ses environs à El Geneina, dans l'ouest du Darfour, en juin 2023. Le bombardement a rendu borgne une femme.² Au **Myanmar**, le village de Buanlung, dans l'État de Chin, a été attaqué avec des armes explosives en octobre 2022, tuant deux élèves du primaire qui rentraient de l'école et blessant un autre enfant.³ En mars et avril 2022, les forces russes ont utilisé une école du village de Yahidne, dans la région de Tchernihiv, en **Ukraine**, comme base militaire et centre de détention, détenant dans le sous-sol plus de 350 villageois, dont au moins 70 enfants.⁴ Une école a été touchée dans le camp de réfugiés d'al-Maghazi, dans la bande de Gaza, en **Palestine**, lors de frappes aériennes israéliennes en octobre 2023 ; la frappe a causé des dégâts structurels à l'école, qui était gérée par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de **Palestine** dans le Proche-Orient (UNRWA).⁵ En **Colombie**, un groupe armé aurait pénétré dans plusieurs écoles de la municipalité de Cimitarra, dans le département de Santander, en avril et mai 2023, menaçant au moins 20 enseignants pendant leurs cours. En réponse, les écoles auraient suspendu les cours pendant deux semaines et transféré certains enseignants dans d'autres écoles.⁶

Ces exemples montrent les morts, les blessés et les dégâts causés par les attaques contre l'éducation, ainsi que leurs impacts sur l'apprentissage. Ils montrent également que les attaques ne sont pas exceptionnelles. **En moyenne, huit attaques contre des établissements d'enseignement ou cas d'utilisation militaire ont été enregistrés quotidiennement au cours des deux dernières années.**

Le rapport *L'Éducation prise pour cible 2024* présente les 28 pays en conflit armé qui ont été les plus touchés par les attaques contre l'éducation en 2022 et 2023. Bien que les attaques contre l'éducation se soient multipliées à l'échelle mondiale au cours de la période de référence, des dynamiques de conflit complexes se sont produites entre et au sein des pays, avec des taux d'attaques en hausse dans certains endroits et en baisse ailleurs. L'Aperçu mondial et les profils de pays fournissent un aperçu des facteurs contextuels à l'origine de ces attaques, ainsi que des tendances annuelles et des rapports d'incidents.

TENDANCES DES ATTAQUES CONTRE L'ÉDUCATION ET UTILISATION MILITAIRE DES ÉCOLES ET DES UNIVERSITÉS EN 2022-2023

La GCPEA suit cinq catégories d'attaques contre l'éducation et d'utilisation militaire des établissements d'enseignement. Voici les tendances mondiales pour la période de référence 2022-2023 pour chacune de ces catégories.

ATTAQUES CONTRE DES ÉCOLES

Les attaques contre les écoles ont été la forme d'attaque contre l'éducation la plus répandue au cours de la période considérée, représentant plus de la moitié de tous les incidents signalés d'attaques contre l'éducation et d'utilisation à des fins militaires. En 2022 et 2023, la GCPEA a collecté des rapports faisant état de plus de 3 250 attaques contre des écoles dans 27 pays étudiés. Ces attaques comprenaient des frappes aériennes, des bombardements, des incendies criminels, des pillages et des menaces ; elles ont causé la mort ou des blessures à plus de 725 élèves et enseignants, ainsi que des dommages à des centaines d'établissements scolaires et une perte d'apprentissage importante.

En 2022 et 2023, l'**Ukraine** et la **Palestine** ont été les pays les plus touchés par les attaques contre les écoles, l'**Ukraine** ayant connu environ 700 attaques et la **Palestine** au moins 640. En **Ukraine**, la majorité des attaques contre les écoles ont eu lieu dans les régions du sud et de l'est et impliquaient des armes explosives, notamment des frappes aériennes et des bombardements. En **Palestine**, entre l'escalade des hostilités d'octobre et décembre 2023, l'ONU a signalé qu'au moins 352 écoles ont été endommagées dans la bande de Gaza, ce qui représente plus de 60 % de toutes les écoles.⁷ Le **Burkina Faso**, la **RDC**, le **Myanmar** et le **Yémen** ont également été fortement touchés par des attaques contre les écoles.

« Elle disait toujours : 'Même si je suis tuée, que ce soit au nom de l'éducation'. »⁸

En **Afghanistan**, le 30 septembre 2022, un dispositif porté par un kamikaze a explosé au centre de soutien privé Kaaj à Dasht-e-Barchi, à Kaboul, tuant au moins 54 personnes et en blessant au moins 114, dont la plupart étaient des femmes et des filles Hazara.⁹ Le père d'une jeune fille de 19 ans tuée dans l'explosion a déclaré à *The New Humanitarian* que sa fille comprenait les risques mais qu'elle suivait néanmoins des cours au centre de tutorat de Kaaj. « **Elle voulait devenir médecin, mais maintenant elle est sous la terre. Ma brillante fille a été mise en pièces** », a déclaré à *The New Humanitarian* la mère d'une autre élève tuée dans l'explosion du centre de tutorat.¹⁰

L'établissement éducatif Al-Fakhoora, dans le quartier d'Al Rimal, à Gaza, en Palestine, a été attaqué lors d'un attentat à la bombe, tôt le matin du 10 octobre 2023.

© 2023 Education Above All Foundation



ATTAQUES CONTRE DES ÉLÈVES, DES ENSEIGNANTS ET D'AUTRES MEMBRES DU PERSONNEL ÉDUCATIF

La GCPEA a collecté environ 800 rapports d'attaques contre des élèves, des enseignants et d'autres membres du personnel éducatif dans les pays étudiés en 2022 et 2023. Environ 5 000 élèves ou éducateurs ont été tués ou blessés lors de ces attaques ; environ 1 100 d'entre eux ont été tués, blessés ou enlevés, et plus de 3 850 auraient été arrêtés ou détenus. À cela s'ajoutent les élèves ou enseignants tués ou blessés lors d'attaques contre des écoles et des universités.

Le **Myanmar** et la **Palestine** ont été les pays les plus touchés par les attaques contre les élèves et les éducateurs au cours de la période considérée, avec plus de 165 élèves ou éducateurs tués, blessés ou enlevés dans chaque pays, suivis par le **Cameroun** et l'**Irak**.

En **Inde**, plus de 2 700 élèves et enseignants ont été arrêtés ou détenus pour avoir participé à des manifestations liées à l'éducation au cours de la période considérée, et au **Pakistan**, ce nombre dépassait 540.

« Nous étions terrifiés parce que c'était la première fois que cela arrivait et la plupart des élèves étaient traumatisés car la bombe a explosé directement sur le toit de l'école », a déclaré un élève d'une école touchée par des affrontements armés aux Philippines, comme rapporté dans les médias locaux.¹¹

Des affrontements entre les forces militaires et un groupe armé non étatique ont eu lieu à proximité d'au moins cinq écoles dans la province de Masbate en mars 2023. Les cours en présentiel auraient été suspendus dans un grand nombre d'écoles de la province, certains élèves étant passés à des cours à distance. Les affrontements ont touché 112 écoles et 31 764 élèves. Des affrontements entre les forces militaires et un groupe armé non étatique ont eu lieu à proximité d'au moins cinq écoles dans la province de Masbate en mars 2023. Les cours en présentiel auraient été suspendus dans un grand nombre d'écoles de la province, certains élèves étant passés à des cours à distance. Les affrontements ont touché 112 écoles et 31 764 élèves.¹²

UTILISATION MILITAIRE DES ÉCOLES ET DES UNIVERSITÉS

En 2022 et 2023, la GCPEA a identifié plus de 1 000 rapports faisant état d'une utilisation militaire dans le monde. Les forces armées, d'autres forces de sécurité étatiques ou des groupes armés non étatiques ont utilisé les écoles et les universités comme bases, casernes, positions de tir ou à d'autres fins non éducatives dans 25 pays étudiés. Cela représente une augmentation significative des cas signalés d'utilisation militaire, par rapport à 2020 et 2021, où environ 570 cas signalés d'utilisation militaire d'écoles et d'universités ont été identifiés.

La GCPEA a noté une augmentation du nombre de rapports faisant état d'une utilisation militaire d'établissements d'enseignement dans de nombreux pays, notamment en **Afghanistan**, en **Colombie**, au **Mozambique**, au **Nigeria**, au **Sud-Soudan**, au **Soudan**, en **Syrie** et en **Ukraine**, par rapport à la période de référence précédente. Comme dans le dernier rapport, le **Myanmar** a connu une utilisation militaire importante des écoles et des universités, avec plus de 190 incidents signalés en 2022 et 2023.



En février 2022, les enfants de Nariño, en Colombie, célèbrent la Journée de la main rouge, une journée dédiée à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans les conflits armés.

© 2022 Save the Children

RECRUTEMENT D'ENFANTS À L'ÉCOLE, OU SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE

La GCPEA a collecté des rapports sur le recrutement d'enfants à l'école, ou sur le chemin de l'école, dans cinq pays, en 2022 et 2023 : la **Colombie**, la **RDC**, la **Somalie**, la **Syrie** et le **Yémen**. C'est un pays de plus que lors de la dernière période de référence. Les élèves peuvent être recrutés comme combattants ou espions, pour effectuer des travaux domestiques, ou pour transporter des armes ou d'autres matériels.

Par exemple, au moins deux élèves autochtones ont été recrutés alors qu'ils se rendaient à l'école dans la municipalité de Caloto, département du Cauca, en **Colombie**, en mars 2022.¹³ La peur du recrutement a empêché certains élèves de fréquenter des écoles dans plusieurs zones touchées du pays.¹⁴

« Les élèves sont déprimés et effrayés s'ils sont interrompus à plusieurs reprises et, de plus, les combats d'aujourd'hui se déroulent à l'intérieur de l'Université de Tripoli, avec des combattants tués devant la porte de l'université », a déclaré un professeur de l'Université de Tripoli à *University World News*. « Les performances académiques, ainsi que d'autres activités de recherche, sont largement perturbées, en raison des interruptions fréquentes et des dommages aux installations. »¹⁵

En **Libye**, des affrontements armés à proximité ont provoqué la fermeture de l'Université de Tripoli pendant plusieurs jours à la mi-août 2023. Des combats meurtriers auraient eu lieu au sein du campus de l'université, ainsi qu'à l'entrée de l'université, qui a également été endommagée par des bombardements.¹⁶

VIOLENCE SEXUELLE À L'ÉCOLE ET À L'UNIVERSITÉ, OU SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE ET DE L'UNIVERSITÉ

En 2022 et 2023, la GCPEA a identifié des rapports faisant état de violences sexuelles perpétrées par les forces armées, les forces de l'ordre et d'autres entités de sécurité, ou des groupes armés non étatiques, à l'école ou à l'université ou sur le chemin de l'école ou de l'université dans huit pays. Sept de ces pays sont

présentés dans le rapport : le **Cameroun**, la **Colombie**, la **RDC**, le **Niger**, le **Sud-Soudan**, le **Soudan** et le **Yémen**. En comparaison, *L'Éducation prise pour cible 2022*, qui couvrait les années 2020 et 2021, comprenait des rapports faisant état de violences sexuelles liées à l'éducation dans sept pays.

ATTAQUES CONTRE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

En 2022 et 2023, la GCPEA a collecté plus de 360 incidents signalés d'attaques contre l'enseignement supérieur dans les pays étudiés. Parmi ces attaques, environ 100 étaient des attaques contre des établissements universitaires, tandis qu'environ 260 étaient des attaques contre des étudiants et du personnel universitaire. Plus de 2 460 étudiants ou membres du personnel de l'enseignement supérieur ont été tués ou blessés lors de ces attaques ; environ 760 d'entre eux auraient été tués, blessés ou enlevés, tandis que plus de 1 700 auraient été détenus ou arrêtés.

Le pays le plus touché par les attaques contre les établissements d'enseignement supérieur a été l'**Ukraine**, avec plus de 35 attaques signalées ; la **Palestine**, le **Soudan** et le **Yémen** ont également été touchés par des attaques contre des infrastructures d'enseignement supérieur, avec au moins dix incidents signalés en 2022 et 2023. Bon nombre de ces attaques ont impliqué l'utilisation d'armes explosives, notamment des frappes aériennes ou des bombardements.

Les pays ayant subi le plus d'attaques contre les étudiants et le personnel de l'enseignement supérieur sont l'**Inde**, la **Turquie** et l'**Afghanistan**. En **Inde**, plus de 1 220 étudiants et universitaires auraient été arrêtés ou détenus lors de manifestations liées à l'éducation ou en relation avec leurs travaux universitaires. La GCPEA a recueilli des informations faisant état de l'arrestation ou de la détention de plus de 200 étudiants et membres du personnel de l'enseignement supérieur en **Turquie**. En **Afghanistan**, plus de 70 étudiants et universitaires auraient été tués, blessés ou enlevés, tandis que plus de 65 autres auraient été arrêtés ou détenus.

DYNAMIQUES SEXOSPÉCIFIQUE DES ATTAQUES CONTRE L'ÉDUCATION

Au cours de la période de référence 2022-2023, la GCPEA a identifié dix pays dans lesquels les filles et les femmes ont été la cible d'attaques contre l'éducation en raison de leur genre. Dans certains pays, comme l'**Afghanistan** et le **Pakistan**, les écoles de filles ont été bombardées ou incendiées dans le but de limiter leur scolarisation. Dans d'autres contextes, comme au **Cameroun**, en **Colombie**, au **Sud-Soudan** et au **Soudan**, des groupes armés, des militaires ou d'autres forces de sécurité ont commis des violences sexuelles contre des filles et des femmes à l'école ou à l'université, ou sur le chemin de l'école ou de l'université. En Syrie et ailleurs, des groupes armés ont recruté des filles dans les écoles.

Les recherches de la GCPEA ont révélé que les femmes et les filles sont différemment touchées par les attaques contre l'éducation, et qu'elles éprouvent notamment plus de difficultés à reprendre leurs études après une attaque.¹⁷

« Les enfants seront occupés à l'école pendant la journée », a expliqué Muhawe Wimana à propos de l'ouverture de centres d'apprentissage temporaires. « Ils rentrent à la maison, font leurs devoirs puis se couchent. Cette routine nous donne un peu de normalité et met les enfants à l'abri du danger. »¹⁸

Les interruptions de l'éducation dues aux conflits et aux attaques contre l'éducation ont des impacts à long terme. En 2022, le conflit au Nord-Kivu, en **RDC**, a contraint Muhawe à fuir son village avec son fils Isaac, âgé de sept ans, et celui-ci n'a pas terminé l'année scolaire. En 2023, des centres d'apprentissage temporaires ont été créés dans le camp de personnes déplacées de Bushagara pour permettre aux enfants déplacés de poursuivre leur éducation.¹⁹

RECOMMANDATIONS

Alors que les attaques contre l'éducation se multiplient dans plusieurs pays du monde, un grand nombre d'élèves et d'enseignants sont confrontés à des risques croissants pour leur vie. Les élèves, les enseignants et le personnel sont blessés et tués tandis que les écoles sont endommagées ou détruites, les filles, les femmes et les élèves handicapés impactés différemment. Qu'il s'agisse de la fermeture d'écoles ou d'universités ou du fait que les élèves restent chez eux par crainte, l'éducation est menacée.

Dans ce contexte, l'approbation et la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles sont cruciales. Conformément à la Déclaration, la GCPEA propose plusieurs recommandations pour prévenir, atténuer et répondre aux attaques contre l'éducation à l'échelle mondiale.

METTRE FIN AUX ATTAQUES CONTRE L'ÉDUCATION ET METTRE EN ŒUVRE LA DÉCLARATION SUR LA SÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES AINSI QUE LES LIGNES DIRECTRICES POUR LA PROTECTION DES ÉCOLES ET DES UNIVERSITÉS CONTRE L'UTILISATION MILITAIRE PENDANT LES CONFLITS ARMÉS

- Les parties à un conflit armé devraient immédiatement cesser leurs attaques contre l'éducation.
- Les États devraient approuver, mettre en œuvre et soutenir la Déclaration sur la sécurité dans les écoles en tenant compte du genre, afin de garantir que tous les élèves et enseignants puissent apprendre et enseigner en toute sécurité.
- Les forces armées et les groupes armés non étatiques devraient éviter d'utiliser les écoles et les universités à des fins militaires, notamment en appliquant les *Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire pendant les conflits armés*.
- Dans les contextes dans lesquels les parties armées ont été répertoriées par le Secrétaire général de l'ONU, elles devraient engager un dialogue avec l'ONU en vue d'un plan d'action avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés afin de mettre fin et de prévenir les attaques contre l'éducation, notamment l'utilisation militaire des écoles, et d'autres violations graves telles que le recrutement d'enfants et la violence sexuelle.
- Les États devraient mettre en œuvre la résolution 2601 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la protection des écoles en période de conflit armé.
- Les groupes armés non étatiques devraient signer et mettre en œuvre l'Acte d'engagement auprès de l'Appel de Genève pour la protection des enfants contre les effets des conflits armés, notamment en ce qui concerne les espaces éducatifs.



En Irak, une fresque murale sur le mur d'une école de Bassorah alerte les enfants sur les dangers des mines terrestres et des engins non explosés, en mars 2022.

SURVEILLER ET SIGNALER LES ATTAQUES CONTRE L'ÉDUCATION

- Les États, les organisations humanitaires et de développement internationales, la société civile et d'autres organismes de contrôle devraient renforcer la surveillance et le signalement des attaques contre l'éducation, tout en garantissant la protection des données personnelles et des sources, afin d'améliorer les efforts de prévention et de réponse aux attaques contre l'éducation. Cela comprend la ventilation des données par type d'attaque contre l'éducation, genre, âge, handicap, lieu, personne ou groupe responsable, nombre de jours de fermeture de l'établissement et type d'établissement. Utiliser la *Boîte à outils de la GCPEA pour collecter et analyser des données sur les attaques contre l'éducation*.

FAIRE EN SORTE QUE LES AUTEURS DE CES ACTES RENDENT DES COMPTES ET FOURNIR UNE ASSISTANCE AUX SURVIVANTS

- Les États et les institutions judiciaires internationales devraient enquêter rapidement et de manière impartiale sur les attaques contre l'éducation et engager des poursuites contre les responsables.
- Les États et autres institutions devraient fournir une assistance et une protection non discriminatoires à tous les survivants d'attaques contre l'éducation, sans distinction de genre, d'origine ethnique, d'origine socio-économique ou d'autres caractéristiques, tout en tenant compte de leurs besoins et expériences distincts en fonction du genre, et des vulnérabilités potentielles telles que le handicap et le déplacement.

PRÉVOIR ET ATTÉNUER L'IMPACT DES ATTAQUES CONTRE L'ÉDUCATION

- Dans la mesure du possible, les États devraient maintenir un accès sûr à l'éducation pendant les conflits armés, notamment en travaillant avec les communautés scolaires et universitaires et toutes les autres parties prenantes concernées pour élaborer des stratégies tenant compte du genre et du handicap, afin de réduire le risque d'attaques, ainsi que des plans de sûreté et de sécurité exhaustifs en cas de telles attaques.
- Dans le cas d'enseignement à distance ou de cours de rattrapage, les prestataires d'éducation doivent veiller à ce que les apprenants qui ont interrompu leurs études en raison d'attaques contre les écoles, de conflits ou de déplacements soient inclus, avec un accent particulier sur les élèves féminins et les élèves handicapés car ils peuvent se heurter à des obstacles supplémentaires en matière d'éducation.
- Les prestataires d'éducation devraient veiller à ce que l'éducation n'exacerbe pas les conflits mais favorise la paix et offre une protection physique et psychosociale aux élèves, notamment en s'attaquant aux stéréotypes et aux obstacles sexistes qui peuvent déclencher, exacerber et résulter d'attaques contre l'éducation.
- Les prestataires d'éducation devraient « reconstruire en mieux » après les attaques contre l'éducation et assurer le financement non seulement pour réparer mais également pour améliorer les écoles et les universités et les rendre plus sûres et plus inclusives pour tous les élèves et les éducateurs.

- 1 Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA), *Education under Attack 2022* (New York: GCPEA, 2023).
- 2 Amnesty International, « *Death came to our home* » : *War crimes and civilian suffering in Sudan* (Londres : Amnesty International, 2023), p. 34.
- 3 « Number of children forced from homes in Myanmar crosses half million mark – Save the Children », communiqué de presse de Save the Children, 1^{er} novembre 2022. Hein Htoo Zan, « Three Children Killed By Random Myanmar Junta Shelling », *The Irrawaddy*, 20 octobre 2022. *Democratic Voice of Burma*, cité dans ACLED, Event ID MMR41206.
- 4 « Ukraine: Executions, Torture During Russian Occupation », communiqué de presse de Human Rights Watch, 18 mai 2022.
- 5 UNRWA, « GAZA: UNRWA SCHOOL SHELTERING DISPLACED FAMILIES IS HIT », déclaration officielle de l'UNRWA, 17 octobre 2023.
- 6 OCHA, « Armed Violence Events in Colombia Monitor (Eventos de Violencia Armada en Colombia Monitor) », 2023, Event ID 1230. Laura Basto Contreras, « Cimitarra teachers who have been threatened are transferred (Trasladan a docentes de Cimitarra que han sido amenazados) », *Caracol Radio*, 8 mai 2023. « Due to threats from the Gulf Clan in Cimitarra, Santander, children were without class for two weeks (Por amenazas del Clan del Golfo en Cimitarra, Santander, niños estuvieron sin clase por dos semanas) », *Blu Radio*, 26 mai 2023. *El Tiempo* (Colombie), cité dans ACLED, Event ID COL20413.
- 7 OCHA, « Hostilities in the Gaza Strip and Israel | Flash Update #102 », 25 janvier 2024, p. 11. « OPT: Damaged Schools Dashboard - Gaza 2023 (mis à jour le 30 novembre) », UNICEF, Cluster Éducation, 4 décembre 2023.
- 8 Ali M Latifi, « 'If I am killed, let it be in the name of education.' », *The New Humanitarian*, 6 octobre 2023.
- 9 Assemblée générale et Conseil de sécurité des Nations Unies, « The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security - Report of the Secretary-General A/77/636-S/2022/916 », 7 décembre 2022, para. 34. « SECURITY COUNCIL PRESS STATEMENT ON ATTACK AGAINST EDUCATIONAL CENTRE IN KABUL », Communiqué de presse de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, 30 septembre 2022. UN News, « Afghanistan: UN condemns 'callous' suicide attack on education centre », UN News, 30 septembre 2022.
- 10 Ali M Latifi, « 'If I am killed, let it be in the name of education.' », *The New Humanitarian*, 6 octobre 2023.
- 11 Ma. April Mier-Manjares, « Clashes disrupt school in Masbate towns », *Philippine Daily Inquirer*, 24 mars 2023.
- 12 International Crisis Group (ICG), Crisis Watch, Philippines, mars 2023. Ma. April Mier-Manjares, « Clashes disrupt school in Masbate towns », *Philippine Daily Inquirer*, 24 mars 2023. Dexter Cabalza, Ma. April Mier-Manjares, « Marcos orders more cops posted in Masbate schools », *Philippine Daily Inquirer*, 26 mars 2023.
- 13 COALICO, « Public statement: Civil society denounces the abduction of the indigenous children from Cabildo Huellas en Cauca (Comunicado público: La sociedad civil rechaza el secuestro de los niños indígenas pertenecientes al Cabildo Huellas en el Cauca) », COALICO, 11 mars 2022.
- 14 « Public Defender's Office warns of forced recruitment of 12 students from a school in El Bagre municipality, Antioquian Bajo Cauca region (Defensor del Pueblo advierte reclutamiento forzado de 12 estudiantes de un colegio en el municipio de El Bagre, Bajo Cauca Antioqueño) », Bureau du Défenseur public, 12 octobre 2022.
- 15 Wagdy Sawahel, « Universities closed amid armed clashes in the capital », *University World News*, 16 août 2023.
- 16 Wagdy Sawahel, « Universities closed amid armed clashes in the capital », *University World News*, 16 août 2023.
- 17 GCPEA, « *C'est très pénible d'en parler* » : *Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles* (New York : GCPEA, 2019). GCPEA, « *Tout ce que j'ai perdu* » : *Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles dans la province du Kasai central République démocratique du Congo* (New York : GCPEA, 2019). GCPEA, « *I Will Never Go Back to School* » : *The Impact of Attacks on Education for Nigerian Women and Girls* (New York : GCPEA, 2018).
- 18 UNICEF, « UNICEF DRC Humanitarian Situation Report No. 2: 31 July 2023 », 19 août 2023, p. 10.
- 19 UNICEF, « UNICEF DRC Humanitarian Situation Report No. 2: 31 July 2023 », 19 août 2023, p. 10.